

Dictionnaire mondial des opérations de paix, 1948-2016,
Jocelyn COULON et Michel LIÉGEOIS, 2016, Outremont Athéna
Editions, 319 p.

André Dumoulin

Volume 48, numéro 2, printemps 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1043273ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1043273ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumoulin, A. (2017). Compte rendu de [*Dictionnaire mondial des opérations de paix, 1948-2016*, Jocelyn COULON et Michel LIÉGEOIS, 2016, Outremont Athéna Editions, 319 p.] *Études internationales*, 48(2), 280–283.
<https://doi.org/10.7202/1043273ar>

vraie nature de l'OCS. Mais ce qui importe le plus, c'est l'impact sur la sécurité mondiale, car dans cette région du monde convergent cinq des neuf pays détenteurs de l'arme nucléaire.

Quelques réflexions permettent une synthèse des contributions des auteurs. Tout d'abord, l'OCS montre que la construction de régions dans le monde reste la plus grande dynamique d'attraction sur des pays qui font partie d'un même espace géographique.

La présence d'acteurs si distincts et divers dans leurs dimensions, ressources, capacités et potentialités rend nécessaire le consensus lors de la prise de décisions au sein de l'Organisation. Aucun transfert de souveraineté ou de compétence n'est envisageable, contrairement aux tendances intégrationnistes ou fédéralistes de plusieurs organisations internationales à l'ouest de l'Oural. Mais, d'après Chabal, l'OCS a su évoluer, en neuf ans, grâce à un raisonnement ambitieux : transformer la stabilisation des frontières en échanges transfrontaliers, évoluer vers une régionalisation capable de structurer les visions communes des enjeux, des dangers et des moyens d'y faire face. Il convient de souligner que la coopération a pacifié cette région qui n'a plus connu ni guerres, ni tensions militaires sérieuses, ni aucune instabilité réelle lors des vingt dernières années.

Pour cela, les relations entre l'OCS et la CICA (Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie) sont fondamentales, car elles ont permis la création de relations nouvelles au plan qualitatif, c'est-à-dire au niveau de la coopération économique et de la sécurité militaro-politique.

Certains auteurs adoptent des approches pessimistes, en particulier envers la Chine, ce qui est un paradoxe en soi : bien que la Chine ait été le principal mentor de l'OCS, elle est perçue comme une grande puissance aux aspirations hégémoniques.

Le livre est important par deux aspects principaux. D'une part, il offre à l'Occident un regard sur les intérêts des pays de cet espace géographique envers leur environnement immédiat. D'autre part, il fournit une information succincte et à jour sur la situation de chaque pays membre de l'OCS qui englobe l'Asie centrale et l'Asie-Pacifique. Il nous offre ainsi une vue d'ensemble sur une organisation régionale peu connue.

Raúl BERNAL-MEZA
Universidad Arturo Prat
Chili

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

Dictionnaire mondial des opérations de paix, 1948-2016

Jocelyn COULON et Michel LIÉGEOIS,
2016, Outremont
Athéna Editions, 319 p.

Issu des travaux du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix créé en 2005, dont l'objectif est de diffuser électroniquement, en français, un maximum de renseignements sur celles-ci, ce dictionnaire se présente cette fois sous forme papier et traite des 187 opérations recensées jusqu'en novembre 2015. L'exercice réalisé par les auteurs et par d'autres

collaborateurs a consisté à identifier les interventions internationales correspondant à ces opérations, à présenter l'historique de leur création et de leurs actions et à dresser la liste des dirigeants et des pays qui ont contribué aux opérations en envoyant du personnel.

L'examen de ces « fiches » est facilité par un avant-propos et une introduction exposant les grandes tendances historiques et thématiques de ces opérations qui furent, jusqu'en 1989, peu nombreuses. La fin de la guerre froide, les recompositions des frontières et les conflits identitaires allaient faire augmenter considérablement les interventions onusiennes et autres : 160 opérations au cours des 25 dernières années. Pour les auteurs tout comme pour les études qu'ils citent, les opérations de paix sont devenues populaires parce qu'elles produisent des résultats positifs mesurables et quantifiables, bien qu'il faille probablement nuancer cette affirmation selon les missions.

L'ouvrage est structuré de manière intelligible avec un petit chapitre intitulé « Comment lire le Dictionnaire ». Nous pouvons y trouver une méthode de recherche thématique (opération et mandat, contribution, biographies, doctrines, acronymes) mais aussi, en préambule, quatre sections spécifiques à savoir, *primo*, une analyse sur les conditions dans lesquelles les premières opérations ont vu le jour, *secundo*, les caractéristiques spécifiques des activités associées à l'outil militaire, *tertio*, les tensions doctrinales faisant naître bien des débats dans le monde politique et universitaire

et, enfin, la section abordant la question de l'évaluation et de la mesure de leur utilité.

L'index n'est pas utile dès lors que la recherche d'une opération passe par des renvois à des chapitres spécifiques : acronymes de mission, pays concernés (contributeurs ou pays « hôte ») et nom des personnalités avec une petite biographie (chefs de mission, commandant de la force, commissaire de police, chef des observateurs, représentant spécial, etc.). Relevons que pour Michel Liégeois, la sélection des opérations passe par la mise en évidence des trois grands principes onusiens du maintien de la paix que sont le cessez-le-feu, le consentement des parties et l'impartialité. Dès lors, il peut être utile de reprendre sa définition, à savoir qu'une opération de paix est « une intervention multinationale revêtue de la légitimité internationale, visant à prévenir un conflit ou à rétablir, maintenir, stabiliser, consolider ou imposer la paix par le déploiement de personnel militaire, policier ou civil ».

Plus spécifiquement, cet exercice réalisé autour d'une analyse synthétique sur les opérations de paix dans le paysage international contemporain est des plus utiles. Il permet de saisir l'évolution du concept depuis sa « pré-histoire » avec la Société des Nations jusqu'aux derniers développements en République centrafricaine, en passant par la résolution 377 de l'ONU (résolution Dean Acheson du 3 novembre 1950), où l'Assemblée générale contournait de possibles *veto* du Conseil de sécurité, l'apparition des

premiers casques bleus en 1956 (Suez), l'Agenda pour la paix (1992) ou le Rapport Brahimi (2000).

Les auteurs montrent clairement combien l'apparition des missions et leurs développements doivent être analysés en tenant compte du contexte historique, de la position des États et du rôle essentiel de certaines personnalités qui furent les pères fondateurs du maintien de la paix. De même, ils explicitent le passage des missions d'observation aux stratégies d'interposition armée, ainsi que l'apparition des quatre piliers sur lesquels reposent les opérations de maintien de la paix de l'ONU : diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix et consolidation de la paix. Il est aussi question de définir les opérations de « deuxième génération » post-guerre froide qui se caractérisent par leur multidimensionnalité et la prédominance des activités civiles et de reconstruction. Il s'agit alors d'activités de relance économique, juridique et humanitaire sur fond de désarmement et de réintégration des anciens combattants. Mais ces nouveaux environnements sécuritaires imposent souvent de modifier les règles d'engagement et de mieux protéger les casques bleus, en raison des tensions communautaires et identitaires sous-jacentes, des cessez-le-feu instables et imprévisibles et des États faillis. Les événements de Bosnie-Herzégovine, avec la FORPRONU, et de Somalie (ONUSOM I et II) sont là pour nous le rappeler ; dans ces lieux, les casques bleus subirent les effets de la poursuite des hostilités.

En conséquence, l'ONU et les États s'accordèrent dans l'esprit du rapport Brahimi pour redéfinir les

priorités des opérations de paix, tenter de mieux équiper les forces, mettre en œuvre des mandats « clairs, crédibles et réalistes », tout en cherchant à améliorer les capacités de déploiement rapide. Nous pûmes aussi constater quelques années plus tard cet effort de rationalisation et de professionnalisation du maintien de la paix par de nouvelles mesures : accroissement des fonds disponibles, restructuration du Département des opérations (DOMP), création d'une cellule de planification. C'est ce Département qui produisit une doctrine du maintien de la paix (doctrine Capstone) différenciant le maintien de la paix robuste (consentement des parties) et l'imposition de la paix (sans consentement), l'ONU étant concernée par la première catégorie. Les auteurs mettent également en avant les contraintes et les problèmes spécifiques à ces opérations à l'heure actuelle : complexité de la prévention des conflits, dimension régionale des crises, lenteur bureaucratique, prise d'initiatives sur le terrain, recrutement et financement, communication avec les populations locales, facteurs socio-culturels sur le terrain, place du « genre », spécialisation et entraînement des troupes, soutien logistique, expertise et recrutement local.

L'ouvrage nous décrit aussi les principes structurants du maintien de la paix et la culture onusienne des opérations de maintien de la paix dont les objectifs, au final, restent la réduction de la violence, l'endiguement du conflit et son règlement. Il nous permet également d'approcher de manière brillante la question des différentes modalités opérationnelles des opérations de maintien de la paix et surtout de mieux appréhender la

complexité des outils d'évaluation des opérations en termes de pertinence et d'efficacité.

Assurément, ce dictionnaire de référence est très pratique par la richesse exhaustive des missions et opérations de maintien de la paix, mais il constitue aussi une excellente introduction à la problématique par une analyse dense et claire des dilemmes qui leur sont associés.

André DUMOULIN
*Institut royal supérieur de défense
 et Université de Liège
 Belgique*

The Battle for Syria : International Rivalry in the New Middle East

*Christopher PHILLIPS, 2016,
 New Haven
 Yale University Press, 320 p.*

Le nouvel ouvrage de Christopher Phillips, chercheur associé à la Chatham House de Londres, annonce un projet ambitieux : offrir, à partir d'une matrice synoptique, une première synthèse de la genèse et de l'évolution de la guerre civile en Syrie. S'il existe déjà une abondante littérature sur ce que l'auteur nomme « la plus grande catastrophe humaine du 21^e siècle », cette monographie entend dépasser l'habituelle dimension locale ou régionale en resituant le drame syrien dans son contexte historique plus global, marqué par des rivalités acérées et multifformes sur la scène mondiale, dont les conséquences se révèlent à bien des égards funestes.

La charge passionnelle d'un tel sujet d'actualité contribue généralement à brouiller l'analyse académique

des forces diplomatiques ou militaires en présence. Évitant cet écueil, Phillips réussit à livrer, en dix chapitres bien sentis, un ouvrage grand public qui évite le double piège de l'affect et du parti pris. Ce faisant, cet essai se distingue par la modération de son propos, une connaissance particulièrement fine de son objet d'étude et une prise en compte systématique des enjeux géopolitiques fluctuants des six protagonistes majeurs du conflit en cours en Syrie, soit la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar, les États-Unis et la Fédération de Russie.

Les assertions que suggère cette somme sont multiples : nous en retiendrons trois qui parcourent l'ouvrage dans son ensemble. Il s'agit dans un premier temps pour l'auteur de démontrer que la question syrienne s'était internationalisée avant même les balbutiements de la guerre civile dans ce pays. Cette thèse principale est amplement étayée par la mise en évidence des jeux d'alliance croisés, des tentatives de séduction et des divers moyens de pression déployés par l'ensemble des six États que nous venons de mentionner et que Phillips désigne comme les co-instigateurs du conflit actuel en Syrie. Pour ne citer qu'un exemple, les dirigeants qataris et iraniens avaient chacun proposé à leurs homologues syriens, dès avant le déclenchement de l'insurrection en 2011, un rapprochement stratégique de leurs intérêts énergétiques, avec deux projets alternatifs de gazoducs reliant, pour le premier, le golfe Persique à un relais portuaire turc via la Syrie, et pour le second, la mer Caspienne à une installation côtière syrienne. Selon l'auteur, les rivalités hégémoniques régionales déjà manifestes entre l'Iran et l'Arabie saoudite